

Compte rendu de l'audience disponible sur le
site SNEP-FSU 95 :
<http://www.snepfsu-versailles.net/viesynd/95>

Des avancées significatives pour les crédits EPS et les crédits natation attribués aux collèges...

Mme Cavecchi, vice-présidente du
Conseil Général du Val d'Oise, chargée
de l'Education et de l'Enseignement
Supérieur :

**«Je suis d'accord
pour qu'on fasse un
effort et qu'on
formule plus
clairement une
recommandation...»**

... à propos des crédits EPS.

**« Nous allons
réfléchir à une
répartition prenant
en compte le coût
des transports... »**

... à propos des crédits natation

C'est grâce aux nombreuses
réponses que nous avons
obtenu à notre enquête* sur
l'état des crédits
d'enseignement en EPS
(crédits pédagogiques et
crédits spécifiques à la
natation) que nous avons pu
dresser un bilan réaliste et
objectif à Mme Cavecchi,
vice-présidente du Conseil
Général du Val d'Oise,
chargée de l'Education et de
l'Enseignement Supérieur.

Concernant les crédits EPS :

Certes, la situation reste
insuffisante puisque notre
volonté d'un **fléchage
budgétaire propre à l'EPS**
(compte tenu des coûts
spécifiques de cette
discipline) a encore une fois
été refusée. Néanmoins, la
reconnaissance des
difficultés budgétaires
rencontrées par la majorité
des équipes enseignantes du
Val d'Oise constitue une
avancée significative qui
devrait aboutir au retour à
une recommandation forte

faite aux établissements de
respecter une somme
spécifique à l'E.P.S (9,65
€/élève jusqu'en 2010).

Concernant les crédits natation :

Si la natation en EPS et
l'acquisition du savoir nager en
fin de collège ne semblent plus
constituer une priorité pour le
Conseil Général, la réalité du
coût de cet enseignement a
été entendue. **Le SNEP-FSU
95 tenait à ce que les coûts
de transports ET d'entrées
soient pris en compte
spécifiquement en fonction
de la situation de chaque
collège (une « clé de
répartition » des moyens).** Le
Conseil Général a pris en
considération, pour l'instant, le
coût des transports. Un groupe
de travail, composé du SNEP-
FSU 95, du Conseil Général
ainsi que de l'Inspection,
pourrait se réunir
prochainement pour
déterminer **les conditions
d'un financement plus juste
et plus équitable.**